

Des moyens humains pour travailler dans de bonnes conditions

Les agents de l'établissement de Clermont-Ferrand, réunis le 9 novembre 2017 en HMI, expriment un grand désarroi face aux conséquences du manque d'effectifs dans les divisions : maladies, stress, sentiment de travail bâclé voire de culpabilité, ambiances tendues. Cette situation s'autoalimente et chacun craint le burn-out pour soi-même ou pour les collègues. L'impréparation et la rapidité de la mise en œuvre de la réforme territoriale sans étude d'impact digne, indiquant les effectifs nécessaires à nos missions a contribué à cette situation.

Le SAR a atteint sa cible contrainte d'effectifs liée à la réforme territoriale. La moindre absence devient problématique, on le voit en particulier avec la vacance du poste d'assistant de prévention pendant près d'un an. Le recueil des risques professionnels s'annonce déjà très compliqué. La polyvalence a ses limites et le recours à Lyon n'est pas la panacée !

À la division RP, l'absence de suppléants qui peuvent remplacer un-e superviseur indisponible momentanément aboutit à une surcharge de travail pour les autres agents et superviseurs contraints de le ou la remplacer. Tout cela se fait dans la plus grande opacité. Cette situation montre bien les lacunes du recrutement des superviseurs et le manque de disponibilité des agents des autres services.

À la DEM, les problèmes de santé se succèdent tant pour les enquêteurs que pour les agents de bureau. La division est en « surchauffe » et l'ambiance est très tendue.

Au pôle RP, le manque d'effectifs est également patent et le travail sur les communautés a dû être reporté après la supervision.

La Mission Conseil et Expertise dont le travail est reconnu au niveau national travaille avec des effectifs réduits au minimum.

Le site de la BRPP est en sursis et les agents sont inquiets pour leur avenir. Ils soulignent aussi les difficultés dues au temps d'attente suite au transfert au CEI de Metz.

A cela s'ajoute l'isolement des agents en site distant signalé à maintes reprises.

De plus la fermeture (provisoire?) du restaurant administratif à la fin de cette année rend les agents inquiets sur la pérennité de la cantine dans l'établissement.

Au vu de cette litanie de problèmes, les agents avec le soutien des organisations syndicales FO et CGT demandent une augmentation des effectifs au-delà des simples remplacements des départs afin de pouvoir effectuer leur travail dans des conditions normales.

Chamalières le 17 novembre 2017